

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Dossier

Dossier: Kantonale Wahlen – St. Gallen

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Bernath, Magdalena
Brändli, Daniel
Bühlmann, Marc
Ehinger, Paul
Gilg, Peter
Hohl, Sabine
Holenstein, Katrin
Porcellana, Diane
Rinderknecht, Matthias
Schmid, Catalina
Süri, Daniel

Bevorzugte Zitierweise

Bernath, Magdalena; Brändli, Daniel; Bühlmann, Marc; Ehinger, Paul; Gilg, Peter; Hohl, Sabine; Holenstein, Katrin; Porcellana, Diane; Rinderknecht, Matthias; Schmid, Catalina; Süri, Daniel 2025. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Dossier: Kantonale Wahlen – St. Gallen, 1972 – 2024*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 30.06.2025.

Inhaltsverzeichnis

Elections cantonales Saint-Gall 1972	1
Election du parlement cantonal Saint-Gall 1976	1
Elections cantonales à l'exécutif Saint-Gall Thurgovie Schaffhouse Schwyz 1976	1
Elections cantonales à St-Gall en 1980	2
Elections cantonales du législatif St. Gall 1984	2
Elections cantonales de l'exécutif St. Gall 1984	2
Ersatzwahl Regierungsrat St. Gallen 1985	3
Kantonale Parlamentswahl St. Gallen 1988	3
Regierungsratswahlen St. Gallen 1988	4
Kantonale Wahlen St. Gallen 1992	4
Regierungsratswahlen St. Gallen 1992	5
Kantonsratswahlen St. Gallen 2000	5
Regierungsratswahlen St. Gallen 2000	5
Kantonsratswahlen St. Gallen 2004	6
Regierungsratswahlen St.Gallen 2004	6
Regierungsratswahlen St.Gallen 2008	7
Kantonsratswahlen St.Gallen 2008	8
Ersatzwahl Regierungsrat St.Gallen 2010	8
Kantonsratswahlen St.Gallen 2012	8
Regierungsratswahlen St.Gallen 2012	9
Election du gouvernement du canton de St-Gall 2016	11
Election du parlement st-gallois 2016	11
Kantonale Regierungsratswahlen in St. Gallen 2020	12
Kantonale Parlamentswahlen in St. Gallen 2020	13
Regierungsratswahlen St. Gallen 2024	15

Abkürzungsverzeichnis

Elections cantonales Saint-Gall 1972

Wahlen

WAHLEN
DATUM: 23.04.1972
PAUL EHINGER

Dans le canton de Saint-Gall, où les élections au Grand Conseil eurent lieu le 19 mars, 702 candidats se présentaient pour les 180 sièges que comporte désormais le législatif (soit 24 de moins que durant la législature précédente). Pour la première fois, le scrutin était organisé selon le principe de la représentation proportionnelle en usage dans les élections au Conseil national. Autrefois, on se fondait sur le système de listes qui interdisait l'appareusement et le cumul et qui, dans la répartition des sièges, faisait abstraction des voix obtenues par panachage. Le nouveau mode d'élection permit au PDC d'obtenir la majorité absolue, celle-ci ne se justifiant pourtant pas si l'on tient compte du nombre des électeurs ayant voté pour le parti. Les radicaux, les socialistes et les indépendants perdirent des voix. Les républicains, qui se présentaient pour la première fois, et les évangéliques enregistrèrent de modestes succès. On était spécialement curieux de savoir si le PDC allait revendiquer la majorité lors des **élections au Conseil d'Etat**. Celles-ci se déroulèrent le 23 avril. De fait, le parti présenta un quatrième candidat. Le PRD avait à remplacer deux conseillers sortants et le PS devait trouver un successeur à l'ancien conseiller national F. Vetsch, décédé récemment. La situation semblait critique, surtout pour les radicaux qui, outre une certaine perte de vitesse, avaient à affronter la coalition du PDC et du PS. La surprise ne fut donc pas petite de constater, au dépouillement du scrutin, le succès très net des candidats radicaux. Ainsi la distribution des forces politiques au sein de l'exécutif cantonal resta la même.¹

Election du parlement cantonal Saint-Gall 1976

Wahlen in kantonale Parlamente

WAHLEN
DATUM: 02.02.1976
DANIEL SÜRI

Poussée socialiste et stabilité des partis bourgeois se conjuguent dans le canton de **Saint-Gall**. Bien que perdant un siège, le PDC conserve la majorité absolue dans le parlement élu début avril; le PRD pour sa part couche sur ses positions. Ainsi ces deux partis se répartissent de nouveau plus des trois quarts des mandats. Là aussi, l'avance du PS s'est réalisée au préjudice de la nouvelle droite, des républicains en l'occurrence, qui perdent six sièges alors que les socialistes en gagnent sept. La politique de centre gauche préconisée par l'Adl n'a pas trouvé l'écho attendu par ses dirigeants, qui entendaient doubler leur députation; celle-ci est restée identique.²

Elections cantonales à l'exécutif Saint-Gall Thurgovie Schaffhouse Schwyz 1976

Wahlen in kantonale Regierungen

WAHLEN
DATUM: 27.09.1976
DANIEL SÜRI

Les **élections à l'exécutif** acquièrent, selon les situations régionales, des significations différentes. De la simple confirmation à l'épreuve de force, en passant par les rivalités personnelles, le registre des possibilités est étendu.

Plusieurs cantons n'ont fait que reconduire leur gouvernement; ce fut le cas de **Saint-Gall** et de la **Thurgovie**. Il en alla de même, malgré la présence de candidats d'opposition, d'ailleurs peu soutenus, dans les cantons de **Schaffhouse** et de **Schwyz**.³

Elections cantonales à St-Gall en 1980

Wahlen

WAHLEN
DATUM: 03.02.1980
PETER GILG

Un renforcement des grands partis est apparu à St-Gall où il est de tradition d'élire d'abord le parlement puis le gouvernement. Le PDC qui avait obtenu en 1972 la majorité absolue au Grand Conseil est parvenu à la renforcer et atteindre quasiment le seuil de 50 pourcent avec le nombre de ses électeurs.

Pour l'exécutif, les trois partis gouvernementaux avaient établi une liste commune, qui confirmait les rapports de force existants; ainsi, les démocrates-chrétiens continuaient à reconnaître la parité avec les radicaux. Pour remplacer G. Hoby, démissionnaire, ils ont désigné K. Mätzler comme candidat. Aucune candidature supplémentaire n'a empêché le succès de l'entente.⁴

Elections cantonales du législatif St. Gall 1984

Wahlen in kantonale Parlamente

WAHLEN
DATUM: 29.01.1984
PETER GILG

A Saint-Gall, le recul des grands partis a surtout pénalisé le PDC: celui-ci a perdu fin janvier la majorité absolue des sièges au Grand Conseil obtenue en 1972. Le principal gagnant est l'Alliance des indépendants (AdI), dont le programme est ici fortement axé sur la protection de l'environnement; elle est désormais représentée dans la majorité des districts. Une tendance écologiste s'est également manifestée à travers les résultats des grands partis, tandis que les «verts alternatifs» («Grüne Alternative») n'ont rencontré qu'un modeste succès. Une nouvelle tentative de l'UDC de prendre pied dans la politique saint-galloise a complètement échoué. Parmi les députés élus, la proportion des femmes a progressé pour atteindre 10%.⁵

Elections cantonales de l'exécutif St. Gall 1984

Wahlen in kantonale Regierungen

WAHLEN
DATUM: 26.02.1984
PETER GILG

L'élection du gouvernement qui a eu lieu quatre semaines plus tard **s'est déroulée sans tension.** Auparavant, le retrait du conseiller d'Etat radical W. Herrmann, chef du Département de l'économie publique, avait incité divers milieux politiques à contester au PRD son troisième siège gouvernemental que ce parti comptait défendre avec la candidature du conseiller national B. Vetsch. Avant même les élections au Grand Conseil, les socialistes et l'Alliance des indépendants avaient toutefois renoncé à une telle entreprise et le PDC décida de soutenir l'ancienne formule gouvernementale (3 PDC, 3 PRD, 1 PS). Seule une double candidature de la «Grüne Alternative» évita que cette élection ne se réduise à une simple formalité. Mais les sept candidats des partis gouvernementaux, représentés sur une liste commune, l'emportèrent facilement. B. Vetsch, nouvel élu, dut cependant céder à son collègue démocrate-chrétien, K. Mätzler, le Département de l'économie publique qu'il attendait. C'est pourquoi il se vit attribuer le Département de la santé publique détenu jusqu'alors par le PDC.⁶

Ersatzwahl Regierungsrat St. Gallen 1985

Wahlen in kantonale Regierungen

WAHLEN
DATUM: 27.10.1985
KATRIN HOLENSTEIN

Auch im **Kanton St. Gallen** waren Auseinandersetzungen um den sozialdemokratischen Regierungssitz der Anlass zu **Spannungen zwischen dem gewerkschaftlich-traditionellen und dem linken SP-Flügel**. Im Vorfeld der Ersatzwahl für den krankheitshalber zurückgetretenen Regierungsrat Florian Schlegel (sp) kam es hier zum Bruch des Bündnisses zwischen SP und Gewerkschaften: Der von der SP nominierte linksalternative Rolf Vetterli war für den kantonalen Gewerkschaftsbund als Nachfolger der «Integrationsfigur Schlegel» nicht akzeptabel. Die Gewerkschaftsspitzen kündigten daher der SP die bisherigen partnerschaftlichen Beziehungen auf und schickten als Kampfkandidaten den Gewerkschaftssekretär Toni Falk ins Rennen. Nach einer Kontroverse wegen seiner Unterschrift unter die Initiative «Schweiz ohne Armee» zog Vetterli seine Kandidatur zurück, worauf die SP kurz vor den Wahlen ihren Parteipräsidenten Walter Ammann portierte. Während die FDP den Gewerkschaftskandidaten unterstützte, forderten CVP wie Landesring schliesslich dazu auf, keinen der beiden Kandidaten zu wählen, sondern einen dritten Namen auf den Wahlzettel zu schreiben, um einen zweiten Wahlgang zu erreichen. So blieben sowohl Falk wie Ammann weit unter dem absoluten Mehr. Nachdem Einigungsgespräche mit den Gewerkschaften gescheitert waren, nominierte die SP für den zweiten Wahlgang den Buchser Gemeindepräsidenten und Nationalrat Hans Rohrer. Da dieser von den übrigen Parteien unterstützt wurde, zog sich Falk zurück, und die Wahl Rohrers wurde zur reinen Formsache.

1. Wahlgang: Die Stimmbeteiligung betrug nur 15%. Im 2. Wahlgang wurde Rohrer gewählt, wobei nur noch 9% der Stimmberechtigten mobilisiert werden konnten.⁷

Kantonale Parlamentswahl St. Gallen 1988

Wahlen in kantonale Parlamente

WAHLEN
DATUM: 31.01.1988
KATRIN HOLENSTEIN

Bei den **St. Galler Grossratswahlen** gelang der Autopartei im Januar der erste Wahlerfolg auf kantonaler Ebene: Sie erreichte auf Anhieb 7 Sitze und damit Fraktionsstärke, obwohl sie sich nur in 5 von 14 Bezirken beteiligte. Diese fünf Bezirke umfassen wirtschaftliche Ballungszentren mit entsprechenden Zu- und Wegpendlerströmen (oberer Zürichsee, Einzugsgebiet der N1 von Wil bis ins untere Rheintal). Damit setzte sie ihre Kräfte dort gezielt ein, wo ihr Potential genügend gross war, um trotz weitgehend fehlender Profilierung im programmatischen Bereich ein Maximum an Stimmen (teilweise gegen 10%) zu erobern. Der **Erfolg der Autopartei** hat nicht zuletzt auch lokal- und verkehrspolitische Gründe: Vor allem in der Stadt und Agglomeration St. Gallen waren die Verkehrspolitik in den vergangenen vier Jahren und die flankierenden verkehrslenkenden Massnahmen nach Eröffnung der Stadtautobahn 1987 ein dauernder Zankapfel. Der sehr grosse Anteil unveränderter Autopartei-Wahlzettel und die auffällig geringen Stimmenunterschiede der einzelnen Kandidaten sind ein Indiz dafür, dass hier weniger Personen gewählt wurden, sondern eindeutig «das Auto». Am meisten Panaschierstimmen erhielt die Autopartei, deren Gewählte aus freisinnigen Kreisen stammen und teilweise immer noch FDP-Mitglieder sind, von den Freisinnigen. Es gehört deshalb zu den Überraschungen dieser Wahlen, dass die Autopartei bei ihrem Siegeszug weniger die FDP als vielmehr die CVP schröpfte. Während die Freisinnigen, die bei den Nationalratswahlen erhebliche Einbussen zu verzeichnen hatten, nun mit 2 Sitzverlusten davorkamen, musste die CVP schwer Federn lassen und 7 von bisher 88 Sitzen abgeben. Damit entfernte sie sich weiter von ihrem Ziel, die 1984 verlorene absolute Mehrheit im 180 Mitglieder zählenden Kantonsparlament wiederzuerlangen.

Verglichen mit der Autopartei war der **Vormarsch der verschiedenen grünen Gruppierungen von einem auf 5 Mandate weniger spektakulär**. Zudem gingen die grünen Gewinne teilweise auf Kosten des Landesrings, der im Kanton St. Gallen zu den Grünen der ersten Stunde gerechnet werden kann. Die beiden Sitzverluste des LdU wurden allerdings dadurch wettgemacht, dass sich zwei auf Umweltlisten gewählte Grüne der LdU/EVP-Fraktion anschlossen. Eine weitere Überraschung bildete das **gute Abschneiden der SP**, die bei den Nationalratswahlen ebenfalls massiv Stimmen verloren hatte. Zusammen mit den in drei Bezirken erstmals mit eigenen Listen auftretenden

Gewerkschaften (2 Sitze) konnte sie ihren Besitzstand von 24 Mandaten wahren. Ohne Mandate blieben die SVP und die NA.

Die 5 Sitze der Grünen erzielten die folgenden Gruppierungen: Grüne Liste M.U.T. St. Gallen (2 Sitze, 1984: 1 Sitz), Umweltforum See und Gaster (1 Sitz), gemeinsame Liste Grüne Rheintaler / LdU Oberrheintal (1 Sitz), Freie Umweltliste Sargans (1 Sitz); die letzten beiden Gewählten schlossen sich der LdU-Fraktion an. In weiteren vier Bezirken bewarben sich Freie Listen erfolglos. Im Juni schlossen sich verschiedene grüne Gruppen zum «Grünen Bündnis Kanton St. Gallen» zusammen.⁸

Regierungsratswahlen St. Gallen 1988

Wahlen in kantonale Regierungen

WAHLEN
DATUM: 06.03.1988
KATRIN HOLENSTEIN

Bei den **Gesamterneuerungswahlen in die Exekutive** waren im **Kanton St. Gallen** zwei Regierungssitze neu zu besetzen. Als Nachfolger für den Freisinnigen Ernst Rüesch, der in den Ständerat gewählt worden war, nominierte die FDP Hans Ulrich Stöckling. Die CVP portierte für den demissionierenden Christlichsozialen Edwin Koller den CSP-Kandidaten Alex Oberholzer und trug damit dem traditionellen Anspruch der CSP auf einen Regierungsvertreter Rechnung. Die CVP-Frauen, die mit der schweizerischen CVP-Präsidentin und Nationalrätin Eva Segmüller ebenfalls Anspruch auf den frei werdenden Sitz erhoben, unterlagen bei der Kandidatennomination deutlich. Nachdem der LdU auf eine Kandidatur verzichtet hatte, traten die Regierungsparteien CVP, FDP und SP mit einer gemeinsamen Siebenerliste an, worauf von verschiedener Seite die mangelnde Auswahlmöglichkeit kritisiert wurde. So rief ein unabhängiges Frauenkomitee «Evas in den Regierungsrat» dazu auf, einen Stimmzettel mit Frauennamen in die Urne zu legen, und schickte damit Eva Segmüller indirekt doch noch ins Rennen. Bei einer Stimmbeteiligung von nur gerade 20,5 Prozent wurden die Bisherigen bestätigt und neu Alex Oberholzer (cvp) und Hans Ulrich Stöckling (fdp) in die Regierung gewählt. In der hohen Zahl vereinzelter Stimmen – darunter eine beachtliche Zahl für die nicht kandidierende Eva Segmüller – und im Fernbleiben eines Grossteils der Stimmberechtigten manifestierten sich einerseits die Kritik an einer Wahl ohne Auswahl und andererseits die Forderung nach einer Frau in der Regierung.⁹

Kantonale Wahlen St. Gallen 1992

Wahlen in kantonale Parlamente

WAHLEN
DATUM: 19.01.1992
MATTHIAS RINDERKNECHT

Die Parlamentswahlen im Kanton St. Gallen bewirkten erdrutschartige Verschiebungen in der parteipolitischen Zusammensetzung und dürfen als Protestwahl charakterisiert werden. Einerseits setzte sich der **Schrumpfungsprozess der CVP**, welche in der Legislaturperiode 1980–1984 noch über eine absolute Mehrheit verfügt hatte, auch im Berichtsjahr fort, wobei der Verlust von zwölf Sitzen noch massiver ausfiel als jener von 1988 (7 Verluste); ihr Wähleranteil ging um fünf Prozent zurück. Auch die FDP erlitt mit fünf Mandatsverlusten eine schwere Einbusse. Andererseits konnte die im Jahre 1988 erstmals mit sieben Mandaten ins Parlament eingezogene Auto-Partei, ähnlich wie bei den Nationalratswahlen im Herbst 1991 (12,6%), über 11% Wähleranteil und neunzehn Sitze gewinnen. Die Schweizer Demokraten konnten mit einem Mandat in den Grossen Rat einziehen. Aber auch die Sozialdemokraten gehörten mit sechs Sitzgewinnen zu den Siegern; allerdings sind sie in bezug auf die Wähleranteile konstant geblieben. Die Talfahrt der LdU-Fraktion, welcher auch auf gemeinsamen Listen kandidierende Vertreter von grünen Organisationen des Ober- und Unterrheintals angeschlossen sind, hielt an, sie verlor vier Mandate, während die verschiedenen grünen Gruppierungen, seit den letzten Wahlen teilweise der GPS angeschlossen, einen Sitz gutmachen konnten. Der Frauenanteil verbesserte sich gegenüber 1988 von 11,7% auf 14%.¹⁰

Regierungsratswahlen St. Gallen 1992

Wahlen in kantonale Regierungen

WAHLEN

DATUM: 16.02.1992
MATTHIAS RINDERKNECHT

Alle sieben von den Sankt Galler Regierungsparteien CVP, FDP und SP in einem gemeinsamen Vorschlag **portierten Kandidaten sind im ersten Wahlgang gewählt** worden. Damit hat die seit über 60 Jahren geltende Zauberformel (drei CVP, drei FDP und ein SP) weitere vier Jahre Bestand. Die beiden Neugewählten, Walter Kägi (fdp) – Nachfolger von Willi Geiger – sowie der bisherige Grossratspräsident Peter Schönenberger (cvp), als Ersatz für Paul Gemperli gewählt, erreichten die Plätze drei und fünf. Obwohl die Auto-Partei bei den Parlamentswahlen sehr erfolgreich gewesen war, verzichtete sie darauf, einen eigenen Kandidaten aufzustellen. Die Wahlbeteiligung betrug nur 34,3%.¹¹

Kantonsratswahlen St. Gallen 2000

Wahlen in kantonale Parlamente

WAHLEN

DATUM: 06.02.2000
DANIEL BRÄNDLI

Traditionsgemäss wird in St. Gallen jeweils rund ein Vierteljahr nach den Nationalratswahlen der Grosse Rat gewählt. Nach dem Ausgang der Eidgenössischen Wahlen vom vergangenen Herbst wurde ein grosser Zugewinn der SVP erwartet. Bereits gelitten unter der SVP-Stärke hatte die Autopartei. Zahlreiche ihrer Mitglieder waren zur SVP abgesprungen und Bisherige hatten sich zur „Unabhängigen Rheintaler Bürgerliste“ vereinigt. Die Partei verzichtete daher auf eine eigene Liste. Auch der LdU verzichtete nach dem Debakel vom vergangenen Jahr in vielen Landbezirken auf eigene Listen. Listenverbindungen zwischen je eigenständigen Parteien waren nach dem neuen Wahlrecht nicht mehr möglich. Insgesamt liessen sich 1019 Kandidierende auf 96 Listen aufstellen, was im Vergleich zu 1996 und 1992 einem erneuten Rückgang entsprach.

Nach den Wahlen stand die **SVP als überragende Siegerin** fest. Mit neu 42 Parlamentssitzen konnte sie ihre Fraktionsstärke im Vergleich zu 1996 verdreifachen und rangiert hinter der CVP mit 62 Sitzen (-4) als zweitstärkste Fraktion im Rat. Die FDP kam mit vier Sitzverlusten noch auf 40 Mandate und wurde auf den dritten Platz verwiesen. Deutliche Verluste musste die SP hinnehmen, obwohl sie ihren Stimmenanteil geringfügig ausbauen konnte. Sie erreichte mit 27 Sitzen (-7) ein enttäuschendes Ergebnis. Die Unabhängigen (ehemals LdU) setzten ihren Erosionsprozess fort (-4) und stellen noch drei Mandate. Ihre traditionellen Verbündeten, die Grünen, erlangten unverändert drei Sitze. Ebenfalls unverändert ging die EVP mit zwei Sitzen aus dem Rennen. Ein Sitz entfiel schliesslich noch auf den ehemaligen LdU-Grossrat Reto Antenen, der vergeblich bei der CVP angeklopft hatte und in der Folge auf einer eigenen Liste kandidiert hatte. Die Frauen büssten vier Mandate ein. Mit 35 Mandaten (19%) ist der Anteil der Frauen somit wieder unter 20% gesunken. Liegt er bei den Sozialdemokraten bei 44,4%, so beträgt er bei den Freisinnigen nur noch 7,5%.¹²

Regierungsratswahlen St. Gallen 2000

Wahlen in kantonale Regierungen

WAHLEN

DATUM: 16.04.2000
DANIEL BRÄNDLI

Die SVP war aus den im Februar durchgeführten Grossratswahlen im Kanton St. Gallen als zweitstärkste Partei hervorgegangen. Die Regierungsratswahlen vom März standen deshalb im Zeichen dieser Partei, die nun auch den Einzug in das Siebenergremium anstrebte. Die Freisinnigen hatten sich zum Ziel gesetzt, den vor vier Jahren an die SP verlorenen dritten Sitz zurückzuholen. Erschwert wurde dieses Vorhaben durch den Rücktritt von Baudirektor Walter Kägi (fdp). An der Regierungsformel festhalten wollten hingegen die CVP und die SP, deren Kandidierende sich in einer Mitte-Links-Allianz wechselseitig unterstützten. Den Wahlberechtigten standen zehn Kandidierende auf elf Listen zur Wahl. Die **SVP schickte zwei Quereinsteiger**, den erfolglosen Ständeratsbewerber Manfred Zemp und den Berufsschullehrer Heinrich Schlegel, ins Rennen. Die Freisinnigen nominierten neben dem Bisherigen Hans Ulrich Stöckling ihre 36jährige Kantonalpräsidentin Karin Keller-Sutter sowie den Wittenbacher Gemeindeammann Willi Haag. Für die SP liessen sich die bisherige Innenministerin

Kathrin Hilber und als Ersatz für den zurücktretenden Justiz- und Polizeidirektor Hans Rohrer Grossrat und Pädagoge Markus Linder aufstellen. Um ihre Wiederwahl bangen musste Volkswirtschaftsdirektorin Rita Roos (cvp). Sie, die im März 1999 knapp die Wahl in den Bundesrat verpasst hatte, wurde während des Wahlkampfs von verschiedener Seite wegen ihrer Amtsführung angegriffen. Die Christlichdemokraten stellten sich aber hinter Roos und traten mit den drei Bisherigen – neben Roos Finanzdirektor Peter Schönenberger und Gesundheitsdirektor Anton Grüninger – zum ersten Wahlgang an.

Die grosse Siegerin nach dem ersten Wahlgang war die **FDP**, die ihren **dritten Sitz zurückgewinnen** konnte: Keller und Haag (beide fdp) wurden in fünfter respektive sechster Position gewählt, der Bisherigen Stöckling (fdp) erreichte das drittbeste Resultat. Die Spitzenränge holten sich Schönenberger und Grüninger (beide cvp); Hilber (sp) rangierte an vierter Position. Roos (cvp) erzielte unter allen Kandidierenden die geringste Stimmenzahl und reichte ihren Rücktritt ein. Enttäuschend war das Resultat auch für die SVP. Keiner ihrer beiden Kandidaten schaffte die Hürde. Und die SP musste um ihren zweiten Sitz bangen. Ihr Kandidat Linder (sp) zog seine Kandidatur nach einem enttäuschenden Ergebnis zurück.

In einem zweiten Wahlgang galt es noch einen Sitz zu besetzen. Die CVP portierte den Joner Gemeindeammann und Grossrat Josef Keller. Die SVP hatte vergeblich versucht, Nationalrat Toni Brunner zu gewinnen. Sie trat nun mit dem Gewerbevertreter Markus Straub an. Die **SP verzichtete auf ihren zweiten Regierungssitz**. Gemeinsam mit einem überparteilichen Komitee, dem auch FDP-Mitglieder angehörten und den St. Galler Unabhängigen (der ehemalige LdU), unterstützten die Sozialdemokraten die Kandidatur Keller (cvp). Dieser wurde mit 69,7% der Stimmen gewählt. Straub erreichte 24,3% und der nicht kandidierende Brunner 5,2%.¹³

Kantonsratswahlen St. Gallen 2004

Wahlen in kantonale Parlamente

Erstmals fanden die Wahlen in den Kantonsrat zeitgleich mit jenen in die Regierung statt und zwar in acht Wahlkreisen und nicht wie bis vor vier Jahren in den vierzehn Bezirken. Insgesamt kandidierten 924 Personen, davon 263 Frauen, auf 63 Listen für die 180 Sitze. Nach den Wahlen im März bleibt die CVP mit 55 Sitzen zwar stärkste Fraktion, doch büsste sie sieben Sitze ein, vier mehr als bei den letzten Wahlen. Die FDP verlor gar acht Mandate und stellt mit 32 Kantonsräten hinter der SP nur noch die viertstärkste politische Kraft dar. Die SVP konnte ihren Siegeszug nicht fortsetzen. Zwar hat sie von 42 auf 45 Sitze zugelegt, aber ihr Wahlziel, die CVP als stärkste Fraktion abzulösen, deutlich verfehlt. Die **Sozialdemokraten gewannen acht Sitze** hinzu und liegen mit 35 Mandaten über dem historischen Hoch von 1996. **Erfolgreich waren auch die Grünen**: Sie legten von drei auf 10 Sitze zu und erreichen damit neu Fraktionsstärke – sieben Sitze sind dafür das Minimum. Damit gehört die Fraktion der Unabhängigen, Grünen und der EVP (UGE) der Vergangenheit an. Die Unabhängigen gingen in der SP auf (zwei Kandidaten wurden auf der SP-Liste gewählt), die EVP konnte ihre 2 Sitze halten. Ebenfalls wieder gewählt wurde der ehemalige LdU-Politiker Reto Antenen auf der Regio-Stadtliste. Die Frauen konnten ihren Anteil im Kantonsrat um 5,6 Prozentpunkte auf 25% (45 Frauen) erhöhen.¹⁴

Regierungratswahlen St.Gallen 2004

Wahlen in kantonale Regierungen

Erstmals wurden in St. Gallen Exekutive und Legislative gleichzeitig gewählt. Neben den sieben bisherigen Regierungsräten kandidierten für die SP Kantonsrätin Heidi Hanselmann und für die SVP die Kantonsräte Markus Straub (Fraktionschef) und Ernst Jörin. Im ersten Wahlgang von Mitte März wurden sechs Regierungsmitglieder bestätigt: Das beste Resultat erzielte Karin Keller (fdp), gefolgt von Willi Haag (fdp), Josef Keller (cvp), Kathrin Hilber (sp), Peter Schönenberger (cvp) und Hans Ulrich Stöckling (fdp). Wie vor vier Jahren wählten die St. Gallerinnen und St. Galler einen Vertreter der CVP ab. Damals hatte es Volkswirtschaftsdirektorin Rita Roos getroffen, nun Gesundheitsdirektor Anton Grüninger, der auf dem neunten Platz das absolute Mehr deutlich verfehlte. Als Grund für seine Abwahl galt laut Presseberichten die mögliche

WAHLEN

DATUM: 14.03.2004
MAGDALENA BERNATH

WAHLEN

DATUM: 16.05.2004
MAGDALENA BERNATH

Schliessung mehrerer Spitäler zu Beginn des Wahlkampfs. Obwohl diese Entscheide in den einzelnen Spitalregionen gefällt werden, wurde Grüninger dafür verantwortlich gemacht. Für den zweiten Wahlgang nominierten die CVP-Delegierten gegen den Vorschlag der Parteileitung, die Kantonalpräsidentin und Nationalrätin Lucrezia Meier-Schatz favorisiert hatte, Alt-Nationalrat Walter Hess; dieser wurde auch von der FDP unterstützt. Die SVP setzte auf Ernst Jörin, der im ersten Wahlgang hinter Heidi Hanselmann (sp) auf dem achten Rang gelandet war. Mitte Mai wählten St. Gallerinnen und St. Galler die Gewerkschafterin Heidi Hanselmann mit 37,2% der Stimmen zur Regierungsrätin; Walter Hess (cvp) kam auf 33,9%, Ernst Jörin auf 28,6%. Damit setzt sich die Exekutive des Kantons St. Gallen **erstmalig in ihrer Geschichte aus 3 Freisinnigen, 2 Christlichdemokraten und 2 Sozialdemokratinnen** zusammen – wobei die CVP als wählerstärkste Partei einen ihrer drei Sitze abgeben musste, die sie seit 1891 innehatte, die FDP als kleinste Regierungspartei am besten vertreten ist und die SP nach vier Jahren Unterbruch zum zweiten Mal eine Zweiervertretung in die Regierung delegiert, während die SVP als zweitstärkste Kraft immer noch vor der Tür bleiben muss. Der Regierung gehören neu drei Frauen und vier Männer an.¹⁵

Regierungsratswahlen St.Gallen 2008

Wahlen in kantonale Regierungen

WAHLEN
DATUM: 16.03.2008
SABINE HOHL

Zwei bisherige Regierungsräte, Peter Schönenberger (cvp) und Hans-Ulrich Stöckling (fdp), traten nicht mehr zu den Wahlen an. Josef Keller (cvp), Karin Keller-Sutter (fdp), Willi Haag (fdp), Kathrin Hilber (sp) und Heidi Hanselmann (sp) stellten sich erneut zur Wahl. Um die frei werdenden Sitze entbrannte ein heftiger Wahlkampf. Die St. Galler Regierung war **bisher nach der Formel 3 FDP, 2 CVP und 2 SP** zusammengesetzt gewesen, die SVP nicht vertreten. Diese strebte nun an, endlich einen Sitz in der Regierung zu erreichen. Aber auch die CVP wollte ihren vier Jahre zuvor verloren gegangenen dritten Sitz auf Kosten der FDP zurückerobern. Sie nominierte neben Josef Keller Lucrezia Meier-Schatz und Armin Eugster. Die FDP stellte Andreas Hartmann als neuen Kandidaten auf, um ihren dritten Sitz zu verteidigen. Die SVP war sich zunächst uneins darüber, mit wie vielen Kandidaten sie antreten sollte. Sie entschied sich schliesslich für eine Einerkandidatur mit dem weitgehend unbekannten Stefan Kölliker. Der St. Galler SVP-Parteipräsident Toni Brunner äusserte sich im Wahlkampf abschätzig über die CVP und insbesondere deren Kandidatin Meier-Schatz, die er für die Abwahl des ehemaligen SVP-Bundesrates Christoph Blocher im vorhergegangenen Dezember mitverantwortlich machte. Sie war die Präsidentin einer Subkommission der Geschäftsprüfungskommission des Nationalrates gewesen, die einen Komplottverdacht gegen Blocher erhoben hatte. Während die fünf Bisherigen mit ihrer Wiederwahl rechnen konnten, gab es mit Kölliker (svp), Meier-Schatz (cvp), Eugster (cvp) und Hartmann (fdp) vier chancenreiche Kandidierende für die verbleibenden zwei Sitze. Weitere Kandidierende waren Yvonne Gilli (gp), Bosco Büeler (glp), Alice Egger und Rolf Huber (beide parteilos). Im ersten Wahlgang wurden erwartungsgemäss die Bisherigen bestätigt. Ein Spitzenergebnis erzielte Karin Keller-Sutter (fdp) mit 85'642 Stimmen, dies entspricht über 10'000 Stimmen Vorsprung auf den Zweitplatzierten Willi Haag (fdp). Zwei Sitze blieben noch unbesetzt. Das beste Ergebnis unter den nicht Gewählten erreichte Kölliker (svp) vor Meier-Schatz (cvp), Hartmann (fdp) und Eugster (cvp). Die CVP wechselte nach diesem Ergebnis ihre Kandidaten aus. Statt Meier-Schatz und Eugster trat Martin Gehrer, Staatssekretär des Kantons St. Gallen, im zweiten Wahlgang für die CVP an. Mit ihrer Einerkandidatur verzichtete die CVP auf den Kampf um einen dritten Sitz. Die SVP trat erneut mit Kölliker, die FDP mit Hartmann an. Im zweiten Wahlgang wurden Gehrer (cvp) und Kölliker (svp) gewählt, wobei Gehrer ca. 10'000 Stimmen mehr als Kölliker erhielt, der seine Stimmenanzahl im Vergleich zum ersten Wahlgang nicht erhöhen konnte. Hartmann (fdp) hatte ca. 4000 Stimmen Rückstand auf Kölliker. Mit der Wahl Köllikers **wurde die SVP in die Regierung eingebunden**. Durch die vielen Kandidaturen auch im zweiten Wahlgang war eine Wahl Köllikers erleichtert worden – anders als bei vergangenen Wahlen gab es keine Kooperation zwischen anderen Parteien, um die Wahl eines SVP-Vertreters zu verhindern. Die Mehrheit in der Regierung halten CVP und SP, womit die Exekutive ein Gegengewicht zur St. Gallischen Legislative bildet, in welcher SVP und FDP zusammen über eine absolute Mehrheit verfügen.¹⁶

Kantonsratswahlen St.Gallen 2008

Wahlen in kantonale Parlamente

WAHLEN
DATUM: 16.03.2008
SABINE HOHL

Das St. Gallische Parlament wurde auf die Wahlen hin **von 180 auf 120 Sitze verkleinert**. Dies führte zu einer verschärften Konkurrenz um die verbleibenden Sitze. Eine hohe Zahl von Bisherigen (152) trat erneut zu den Wahlen an. Bei diesen überholte die SVP mit einem Wähleranteil von 30,5% (+5,9 Prozentpunkte, neu 41 Sitze) die CVP (26,1% Wähleranteil, 33 Sitze) und wurde zur stärksten Kraft im Parlament. Die CVP war zuvor seit 1915 stets die stärkste Fraktion im Kantonsrat gewesen. Auch in St. Gallen hatte die SVP eine Kampagne mit alt Bundesrat Christoph Blocher geführt, der den Kanton im Wahlkampf mehrmals besuchte. Die FDP konnte sich mit einem Wähleranteil von 18,3% stabilisieren (2004: 18,8%) und erreichte 23 Sitze. **SVP** und **FDP** errangen damit zusammen eine **absolute Mehrheit** im Kantonsrat. Die SP erlitt ein Debakel, sie holte nur noch 16 Sitze bei einem Wähleranteil von 23% (-4,2 Prozentpunkte). Die Grünen erreichten vier Sitze, die Grünliberalen einen. Die EVP holte zwei Mandate. 41 Bisherige wurden abgewählt, nur 7 Neue (alles Männer) schafften den Sprung in den Kantonsrat. Die Verkleinerung des Kantonsrates wirkte sich negativ auf die Frauenvertretung aus. Der Frauenanteil im Parlament lag nach den Wahlen bei 24,2% (2004: 25,6%). Der Rückgang des Frauenanteils ist dabei durch die Sitzverluste der SP (einer Partei mit generell hohem Frauenanteil) und durch die überproportionale Betroffenheit der SP-Frauen von diesen Sitzverlusten zu erklären. Der Anteil der Frauen unter den SP-Abgeordneten sank im Vergleich zu 2004 von 60% auf 50%.¹⁷

Ersatzwahl Regierungsrat St.Gallen 2010

Kantonale Ersatzwahlen

WAHLEN
DATUM: 28.11.2010
MARC BÜHLMANN

In St. Gallen wurde eine Ersatzwahl nötig, weil **CVP-Regierungsrat Joe Keller** nach zehnjähriger Amtszeit per Ende März 2011 seinen **Rücktritt** angekündigt hatte. Die **CVP** versuchte ihren Regierungssitz mit **Beni Würth**, dem Stadtpräsidenten von Rapperswil-Jona zu verteidigen. Die SVP machte rasch ihren Anspruch auf den frei werdenden Regierungssitz geltend, da sie mit bisher einem Sitz als deutlich stärkste Kantonsratsfraktion untervertreten sei. Ihrem Kandidaten Herbert Huser stellte die SVP die Dienste des Werbers Alexander Segert – Erschaffer der aufsehenerregenden Schäfchen- und Minarett-Plakate – zur Verfügung. Obwohl die SVP angetreten war, um die Wirtschaft in der St. Galler Regierung besser zu vertreten, unterstützten zahlreiche Wirtschaftsverbände, darunter Travailsuisse und der Gewerbeverband die Kandidatur von Würth. Diese Unterstützung zusammen mit den positiven Empfehlungen der restlichen bürgerlichen Parteien BDP, FDP und EVP **verhalfen Würth schliesslich zu einem relativ komfortablen Sieg**. Er erhielt über 25'000 Stimmen mehr als Huser.¹⁸

Kantonsratswahlen St.Gallen 2012

Wahlen in kantonale Parlamente

WAHLEN
DATUM: 11.03.2012
MARC BÜHLMANN

Der Andrang auf die 120 Sitze – der Rat war vor den letzten Wahlen 2008 von 180 auf 120 Sitze verkleinert worden – im **St. Galler Kantonsparlament** war 2012 nicht mehr so gross wie vier Jahre zuvor. Die 797 Kandidierenden – 235 Frauen und 562 Männer – bedeuteten einen Rückgang von rund zwei Prozent im Vergleich zu den Wahlen 2008 (813 Kandidierende). Der Frauenanteil unter den Kandidierenden ging dabei stark, von 33,7% auf 29,5% zurück. 182 Kandidierende waren unter 30 Jahre alt. Damit war der Anteil an jungen Kandidierenden von 19% auf 23% gestiegen. Tatsächlich frei wurden jedoch nur 16 Sitze, weil 104 Bisherige wieder antraten. Insgesamt wurden in den acht Wahlkreisen zusammen 68 Listen eingereicht. Neben der SVP (2008: 41 Sitze), der CVP (33 Sitze), der FDP (23 Sitze) und der SP (16 Sitze), die in allen Distrikten antraten, kandidierten die GP (4 Sitze), die GLP (1 Sitz) und die EVP (2 Sitze) nur in einzelnen Wahlkreisen. Die neu antretende BDP und die Piratenpartei, aber auch die wie vor vier Jahren antretende, damals jedoch erfolglose EDU konnten ebenfalls nicht alle Wahlkreise bedienen. Die wiederum antretenden SD, die regional verankerte UGS Linth sowie eine Einzelkandidatur auf der Liste „ReAbility“ traten nur in einem Wahlkreis an. Im Wahlkreis Sarganserland verbanden sich die SP und die GP sowie die GLP und die

BDP in zwei Listenverbindungen. Ebenfalls gemeinsam traten die CVP und die EVP im Wahlkreis Wil an. Erwartet wurde, dass sich der Trend der nationalen Wahlen in St. Gallen wiederholt, dass also die neue Mitte mit BDP und GLP auf Kosten der arrivierten Parteien Sitze gewinnen können. Für die SVP stellten die Grossratswahlen den ersten Formtest nach dem Krebsgang bei den nationalen Wahlen dar. Insbesondere für den aus dem Kanton St. Gallen stammenden Parteipräsidenten Toni Brunner, der in den Ständeratswahlen im Herbst 2011 unterlegen war, waren die St. Galler Parlamentswahlen eine wichtige Angelegenheit, für die er sich persönlich ins Zeug legte. Die SVP war in den letzten Jahren lediglich im Kanton Schwyz noch stärker gewachsen als im Kanton St. Gallen. Vor vier Jahren wurde sie stärkste Partei im Ostschweizer Kanton. Der Wahlkampf wurde trotz der interessanten Ausgangslage als flau und langweilig bezeichnet.

Bei den Wahlen zeigte sich tatsächlich eine Ähnlichkeit mit den wenige Monate vorher stattfindenden Nationalratswahlen: die **neue Mitte konnte zulegen** – die BDP schaffte auf Anhieb zwei Sitze (2,8% Wähleranteil) und die GLP konnte vier neue Sitze erobern (neu: 5 Sitze, 5,3%), während CVP und FDP an Sitzen und Wählerstimmen einbüssten. Während die FDP ihren Sitzverlust und den leichten Wählerverlust gelassen nahm (neu: 22 Sitze, 17,8%), zeigte sich die CVP über die vier Sitzverluste (neu: 29 Sitze, 19,4%) und die starken Wählerverluste von über fünf Prozentpunkten enttäuscht. Zwar war bereits während der Legislatur ein Sitz an die SVP verloren gegangen, trotzdem waren die Mandatsverluste die Bestätigung eines bereits Jahrzehnte andauernden Negativtrends der einst stärksten St. Galler Partei. Zur eigentlichen grossen Verliererin zählte aber die SVP, die im Vergleich zu 2008 sechs Sitze, den durch einen Parteiwechsel während der Legislatur von der CVP geerbten Sitz nicht hinzugerechnet, einbüsste. Mit neu 35 Sitzen und einem Wähleranteil von 24,1% blieb die SVP trotzdem deutlich stärkste Partei im Kantonsparlament. Zulegen konnte Links-Grün. Die SP gewann vier zusätzliche Mandate und die GP konnte sich über einen zusätzlichen Sitz freuen. Die Sozialdemokraten (neu: 20 Sitze, 16,5%) waren vor vier Jahren mit der Verkleinerung des Parlaments massiv eingebrochen, konnten im Berichtsjahr aber anscheinend von einem „Rechsteiner-Effekt“ profitieren – Paul Rechsteiner (sp) hatte sich im zweiten Wahlgang der Ständeratswahlen nur wenige Monate vor der Kantonsratswahl gegen Toni Brunner durchgesetzt. Die Grünen waren, anders als auf nationaler Ebene, nicht die Leidtragenden des Erfolgs der GLP, nahmen neu 5 Sitze ein und konnten ihren Wähleranteil auf 6,5% steigern. Ihre Sitze halten konnte die EVP (2 Sitze, 1,8%). Das vor vier Jahren stark nach rechts ausschwingende Pendel schlug also im Berichtsjahr ein wenig nach links zurück. Zwar konnte von einem eigentlichen Linksrutsch nicht die Rede sein, die SVP werde aber im Vergleich zur letzten Legislatur ein wenig mehr Kompromissbereitschaft zeigen müssen und die neue Mitte könne stärker als bisher das Zünglein an der Waage spielen, so die Pressekommentare. Die mit 37,6% leicht höhere Stimmbeteiligung im Vergleich zu 2008 (35,3%) wurde auf die hohe Zahl jugendlicher Kandidierender zurückgeführt, die wohl auch die jüngere Wählerschaft stärker mobilisiert habe. Ein nach 2008 erneuter Rückgang wurde hinsichtlich des Frauenanteils verzeichnet. Lediglich noch 27 Sitze des 120-köpfigen Kantonsrates waren von Frauen besetzt (22,5%). Nach den Wahlen von 2008 waren es noch 29 (24,2%). Im 180-köpfigen Rat nach 2004 hatte der Frauenanteil noch 25% betragen.¹⁹

Regierungsratswahlen St.Gallen 2012

Wahlen in kantonale Regierungen

Da sich nach dem Rücktritt von Kathrin Hilber (sp) und Karin Keller-Sutter (fdp) neben der bisherigen Heidi Hanselmann (sp) nur Männer um ein Regierungsamt bewarben, war bereits vor den **Gesamterneuerungswahlen** klar, dass die Frauenvertretung in der St. Galler Exekutive stark abnehmen würde. Neben Hanselmann stellten sich auch Martin Gehrler (cvp), Willi Haag (fdp), Stefan Kölliker (svp) und der bei den Ersatzwahlen von 2010 gewählte Beni Würth (cvp) der Wiederwahl. Hinzu kamen der 52jährige Kantonsrat Fredy Fässler (sp) und der fünf Jahre ältere Arboner (TG!) Stadttammann Martin Klöti (fdp), die für ihre Parteien die vakanten Sitze halten sollten sowie der 32jährige Kantonsrat und Tübacher Gemeindepräsident Michael Götte, der für die SVP, die erst vier Jahre zuvor in der St. Galler Regierung Einsitz genommen hatte, einen zusätzlichen Sitz erobern wollte. Da er als moderater und moderner SVP-Vertreter galt, wurde ihm durchaus zugetraut, den vakanten Sitz der SP zu erobern. Anders als vor vier Jahren stellten die Grünen und die Grünliberalen keinen Regierungskandidaten. Die Grünen empfahlen Hanselmann und Fässler. Auch die noch junge BDP verzichtete auf eine Kandidatur und unterstützte die beiden Regierungsräte der CVP. Verschiedene

WAHLEN
DATUM: 29.04.2012
MARC BÜHLMANN

Umwelt- und Naturschutzverbände sprachen sich für Fässler, Würth und Hanselmann aus, der Mieterverband unterstützte das Zweitticket der SP. Die Regierungskandidaten wurden von den Parteien als Wahllokomotiven für die Kantonsratswahlen eingespannt. Besonders viel Einsatz zeigte dabei der SVP-Kandidat Götte, der in zwei Wochen rund um den Kanton joggte. In der Kritik stand sein Parteikollege Kölliker, dem als Vorsteher des Erziehungsdepartements vom Lehrerverband aufgrund eines Streits um die Reduktion von Pensen für Volksschullehrer „Vertrauensmissbrauch“ vorgeworfen wurde.

Tatsächlich musste Stefan Kölliker lange um seine Wiederwahl zittern. Letztlich übersprang er die Hürde des absoluten Mehrs (61'876 Stimmen) aber dennoch im ersten Wahlgang um 1647 Stimmen. Auch die anderen vier Bisherigen wurden bereits im ersten Wahlgang bestätigt. Am meisten Stimmen erhielt dabei Martin Gehrer (86'871 Stimmen) gefolgt von Willi Haag (86'674 Stimmen), Beni Würth (85'759 Stimmen) und Heidi Hanselmann (84'375 Stimmen). Eigentlicher Sieger der Wahl, an der sich 42.3% der Wahlberechtigten beteiligten, war aber Martin Klöti (72'254 Stimmen), der es noch vor Kölliker liegend als neuer Kandidierender im ersten Wahlgang auf Anhieb in die Regierung schaffte. Dass die FDP bei der Kandidatensuche nicht an der Kantonsgrenze Halt gemacht hatte, schien sich also auszuzahlen. Für den zweiten Wahlgang antreten mussten hingegen Fredy Fässler (58'923 Stimmen) und Michael Götte (53'071 Stimmen). Der Vorsprung Fässlers und die Sitzverluste der SVP im Kantonsparlament bei gleichzeitigen Sitzgewinnen der SP wurden bei den Sozialdemokraten als positive Zeichen gewertet. Ähnlich wie bei den Ständeratswahlen von 2011, bei denen der SP-Kandidat Paul Rechsteiner über den SVP-Kandidaten Toni Brunner obsiegte, habe ein Stad-Land-Effekt zugunsten der SP gespielt, zeigte sich die SVP überzeugt. Für kurze Zeit überlegte sich die CVP, einen neuen Kandidaten für den zweiten Wahlgang zu präsentieren. Die Delegiertenversammlung entschied sich allerdings nicht nur gegen diese Strategie sondern auch für eine Stimmfreigabe. Auch die GLP tat sich schwer mit einer Empfehlung: der eine Kandidat stehe zu sehr links, der andere zu sehr rechts. Ebenfalls auf eine Stimmempfehlung verzichteten die BDP und die Piratenpartei. Die Grünen, die Gewerkschaften, die Umweltverbände und der Mieterverband sprachen sich noch einmal für Fässler aus und die FDP – allerdings erst nachdem sich die CVP entschieden hatte, keinen Kandidaten zu stellen – empfahl Götte. Dieser Empfehlung schlossen sich neben der EDU auch der Gewerbeverband sowie die Industrie- und Handelskammer und der Hauseigentümerverband an. Für zusätzlichen Wirbel sorgte die parteilose Christa Köppel, Gemeindepräsidentin von Widnau, die unterstützt von bürgerlichen Kreisen mit einer Kandidatur lavierte, schliesslich aber dennoch darauf verzichtete. Dafür, dass es letztlich doch nicht zu einem Zweikampf Götte gegen Fässler kam, sorgte der parteilose Thimo Forrer, dem mit Jahrgang 1992 allerdings keine Chancen eingeräumt wurden. Er selbst bezeichnete sich als Mischung zwischen Grün und SVP. Auch weil die Kandidierenden sich Mühe gaben, fair und sachlich zu argumentieren, warf der Wahlkampf vor dem zweiten Umgang keine hohen Wellen. Bei einer wohl auch deshalb tiefen Stimmbeteiligung von 31,6% änderte sich am Resultat aus dem ersten Umgang nichts mehr. Fredy Fässler wurde mit 46'629 Stimmen der Vorzug vor Götte (42'859 Stimmen) gegeben. Während sich die SP erleichtert zeigte, entlud sich seitens der SVP Zorn über die anderen bürgerlichen Parteien, welche die SVP im Stich gelassen habe. Erneut erzielte Götte auf dem Land mehr Stimmen als Fässler. Weit abgeschlagen erhielt Thimo Forrer 4'786 Stimmen. **An der Zusammensetzung der St. Galler Regierung änderte sich somit nichts:** Die CVP, die FDP und die SP hielten nach wie vor je zwei Sitze und die SVP war nach wie vor mit einem Sitz vertreten. Neu sass hingegen nur noch eine Frau – statt wie vor den Wahlen drei – im Regierungsrat des Kantons St. Gallen.²⁰

Election du gouvernement du canton de St-Gall 2016

Wahlen in kantonale Regierungen

WAHLEN
DATUM: 28.02.2016
DIANE PORCELLANA

Au terme de la législature (2012–2016), les sept sièges du **gouvernement du canton de St-Gall** étaient à renouveler selon le système majoritaire. Deux membres issus du gouvernement antérieur ont décidé de ne pas se représenter, à savoir Martin Gehrer (pdc), souhaitant s'orienter vers l'économie privée, et Willi Haag (plr), désireux de prendre sa retraite. Pour le premier tour, neuf personnes se sont portées candidates. Cinq anciens membres du gouvernement ont choisi de se représenter, Stefan Kölliker (udc), Heidi Hanselmann (ps), Fredy Fässler (ps), Benedikt Würth (pdc) et Martin Klöti (plr). S'agissant des nouveaux candidats, la section cantonale du PDC a présenté Bruno Damann et le Parti libre Andreas Graf. Le président de l'UDC St-Gall Herbert Huser était également candidat, tout comme Marc Mächler pour le PLR. Dès le mois d'août 2015, l'UDC avait fait part de son souhait d'acquérir un siège supplémentaire, afin de renforcer la présence bourgeoise au gouvernement cantonal, le parti étant notamment légitimé par sa majorité au sein du pouvoir législatif. Candidat UDC au premier tour, Herbert Huser avait déjà pris part antérieurement, en 2010, aux élections de l'exécutif cantonal. Ne présentant aucun candidat au premier tour, le PBD soutenait le candidat Bruno Damann. La Chambre de commerce et d'industrie St-Gall-Appenzell et l'Union cantonale des arts et métiers espéraient la formation d'un gouvernement bourgeois, marqué par une forte présence du PS.

Les cinq anciens membres ont obtenu la majorité absolue dès le premier tour, tout comme Bruno Damann qui accédait ainsi pour la première fois au gouvernement cantonal. Le PDC a donc maintenu son siège, laissé vacant par Martin Gehrer. Avec une participation de 52% et une majorité absolue fixée à 79'412 voix, le sortant Benedikt Würth a pris la tête des élections avec 105'244 voix (soit 66.3% des voix), suivi par Martin Klöti (103'378 voix), Heidi Hanselmann (98'579 voix), puis Stefan Kölliker (96'683 voix), le socialiste Fredy Fässler (93'307 voix) et, finalement, Bruno Damann (90'858 voix). La participation à l'élection de l'exécutif cantonal était plus élevée (51.9%) que pour l'élection du parlement (45.4%). Cependant, si l'on compare le taux de participation pour l'élection du pouvoir exécutif aux taux de participation pour les votations qui ont eu lieu le même jour (environ 60%), force est de constater que les élections ont été mises de côté.

Afin d'attribuer le dernier siège disponible, un second tour a été agendé au 24 avril 2016. Marquée par une faible participation (33.7%), cette deuxième étape voyait s'affronter quatre candidats: Andreas Graf et Marc Mächler, qui avaient déjà pris part au premier tour, Esther Friedli pour l'UDC et Richard Ammann pour le PBD. Alors que le PBD n'est entré en lice qu'au second tour, l'UDC a porté son choix sur une candidature différente de celle du premier tour. Herbert Huser a ainsi été remplacé par la compagne de Toni Brunner. Anciennement membre du PDC, Esther Friedli a adhéré à l'UDC peu avant l'annonce de sa candidature. Pour ce deuxième tour, le PLR et l'UDC ont utilisé des vidéos pour faire campagne. C'est finalement Marc Mächler, qui a récolté le plus de voix (43.8 %). Ce dernier a pu distancer sa concurrente, comme au premier tour, grâce au soutien du PDC et aux voix du PS et des Verts. Le PDC avait déjà assuré son siège au premier tour et le PLR a également maintenu son siège, grâce à l'élection de Marc Mächler. En conséquence, la composition partisane du gouvernement reste inchangée et demeure marquée par la présence d'une seule femme.²¹

Election du parlement st-gallois 2016

Wahlen in kantonale Parlamente

WAHLEN
DATUM: 28.02.2016
DIANE PORCELLANA

En parallèle du premier tour de l'élection du gouvernement cantonal, les 120 sièges du **parlement du canton de St-Gall**, à répartir dans huit circonscriptions, étaient à repourvoir. En comparaison à l'année 2012, le nombre de candidatures, porté à 778, a diminué de 3.3 %. Les candidatures féminines étaient également en retrait: 29.1%, contre 29.5% en 2012 et 33.7% en 2008. Le nombre de listes était par contre en hausse, avec 72 listes déposées, soit quatre de plus que lors de l'élection précédente. Les principaux partis du canton (PDC, PLR, PS et UDC) ont chacun déposé au moins une liste dans chacune des huit circonscriptions. En ce qui concerne les autres partis, les Verts ont déposé une liste dans cinq circonscriptions, les Vert'libéraux et le PBD dans sept circonscriptions. Afin de maximiser leur chance, différents partis ont fait alliance

dans plusieurs circonscriptions. Dans la circonscription Sarganserland, le PDC s'est allié avec le PBD, tout comme les Vert'libéraux avec Parteifrei (parti indépendant). Dans la circonscription de Toggenburg, les jeunes PDC et le PBD se sont associés. Les Vert'libéraux et le PBD ont fait liste commune dans les circonscriptions de Rorschach, See-Gaster et Werdenberg. Finalement, dans la circonscription de Wil, les Vert'libéraux se sont alliés avec le Parti Pirate. Au sein des partis, le PLR a, dans six circonscriptions, relié sa liste de jeunes à sa liste principale. L'UDC n'a quant à lui présenté qu'à Toggenburg deux listes divisées en fonction des âges des candidats. Dans cette circonscription les Verts, Vert'libéraux et le Parti évangélique ont également proposé des listes jeunes en plus de leurs listes principales. En définitive, seule la circonscription de Rheintal était exempte d'apparementement de listes. En ce qui concerne la plus grande des circonscriptions, St-Gall, la perte d'un mandat au profit de la circonscription de Sarganserland et la candidature de 24 députés ne laissaient que peu de chances aux nouveaux ou petits partis, qui n'ont généralement que peu de candidats sur leurs listes. Au total, 13 listes ont été déposées, soit 218 candidatures pour 29 sièges.

La campagne fut marquée par la problématique des femmes en politique. Des initiatives ont notamment été prises afin d'éveiller l'intérêt des femmes pour la politique, comme, par exemple, l'organisation de visites du parlement fédéral ou de conférences avec des politiciennes. La proportion de femmes au sein de la population de St-Gall est d'environ 50%. Or, au parlement cantonal, les femmes n'occupaient que 18% des sièges lors de la dernière législature. La raison souvent mise en avant pour expliquer cet état de fait est celle de la difficulté de concilier activités politiques, vie familiale et vie professionnelle. Ce sont finalement le Parti socialiste et les Verts qui ont proposé le plus de candidates féminines, a contrario de l'UDC.

Concernant les résultats, la participation était de 45.41%. L'UDC et PLR sont largement sortis gagnants, avec un gain de neuf sièges, au détriment des partis du centre. L'UDC a donc pu récupérer les cinq sièges cédés à la gauche et au nouveau centre quatre ans auparavant. Fort de ses 40 sièges, soit un tiers des sièges du parlement, l'UDC peut désormais à lui seul lancer un référendum facultatif. Le PLR a quant à lui obtenu 26 sièges (+4). UDC et PLR bénéficient donc de la majorité au parlement cantonal. Le PDC a perdu quatre sièges. Il ne comptabilise plus que 26 sièges et laisse sa place de seconde force au PLR. Le Parti évangélique et le PBD perdent leurs deux sièges au parlement cantonal. Les Vert'libéraux perdent trois sièges et n'ont donc plus que deux sièges. Le PS maintient ses vingt sièges, tout comme les Verts leurs cinq sièges. Un siège est finalement attribué à Martin Sailer (sans parti), qui a été élu comme indépendant depuis la liste PS/Vert et syndicat. L'UDC étant le parti le plus fort, il revendique un second siège au gouvernement lors du deuxième tour.²²

Kantonale Regierungsratswahlen in St. Gallen 2020

Wahlen in kantonale Regierungen

Neben den Kantonsratswahlen fanden am 8. März 2020 die **Erneuerungswahlen des St. Galler Regierungsrats** statt.

Von den sieben bisherigen Regierungsratsmitgliedern stellten sich vier zur Wiederwahl; darunter Bildungsdirektor Stefan Kölliker (SG, svp), Sicherheitsdirektor Fredy Fässler (SG, sp), Baudirektor Marc Mächler (SG, fdp) und Volkswirtschaftsdirektor Bruno Damann (SG, cvp). Benedikt Würth (SG, cvp), Martin Klöti (SG, fdp) und Heidi Hanselmann (SG, sp) stellten sich für die neue Legislatur hingegen nicht mehr zur Verfügung. Zur Verteidigung ihrer Sitze nominierten die Parteien der scheidenden Regierungsratsmitglieder die Wiler Stadtpräsidentin Susanne Hartmann (SG, cvp), den Azmooser Kantonsrat Beat Tinner (SG, fdp) und die St. Margarether Kantonsrätin Laura Bucher (SG, sp). Die frei werdenden Sitze standen den drei Parteien allerdings nicht kampflos zu; die SVP – welche als wählerstärkste Partei des Kantons in der Exekutiven bis anhin untervertreten war – fasste mit der Nomination des Tübacher Kantonsrats Michael Götte (SG, svp) ein zweites Mandat ins Auge. Auch die bisher nicht im Regierungsrat vertretenen Grünen wollten mit der ehemaligen Rapperswiler Stadträtin Rahel Würmli (SG, gp) einen Sitz erobern. Als unabhängiger und zehnter Kandidat trat der St. Galler Student Zlatan Subasic von der Gruppierung «Parteifrei SG» an, wobei er die Kandidatur gemäss St. Galler Tagblatt (SGT) dazu nutzte, um sich für die anstehenden Wahlen ins St. Galler Stadtparlament Bekanntheit zu verschaffen.

Trotz der Vielzahl an Kandidierenden käme der Wahlkampf nicht in Fahrt, beobachtete

WAHLEN
DATUM: 08.03.2020
CATALINA SCHMID

die SGT rund einen Monat vor dem Wahltermin. «Kreative Kampagnen, überraschende Slogans und Aktionen, geschweige denn Chuzpe» liessen sich im Vorfeld der Wahlen missen, während der Wahlkampf «immer mehr zu einer Materialschlacht» aus Flyern, Prospekten und Wahlzeitungen mutiere. Allem voran fehlten konkrete Ideen für die Zukunft des Kantons und die Kandidierenden gingen auch kaum auf aktuell brennende Themen im Kanton ein, namentlich etwa auf die Spitaldebatte oder auf Fragen bezüglich Integration, Kultur und Klimawandel, urteilte die Zeitung im Vorfeld der Wahlen.

Mit einer Wahlbeteiligung von 34.4 Prozent (2016: 52%; -17.6 Prozentpunkte) und einem absoluten Mehr bei 53'945 Stimmen wurden am Wahlsonntag des ersten Wahlgangs fünf der sieben Sitze der kantonalen Exekutive besetzt. Die besten Resultate konnten – wie es die Presse bereits prognostiziert hatte – die vier Bisherigen Bruno Damann (68'766 Stimmen), Marc Mächler (67'316), Fredy Fässler (65'242) und Stefan Kölliker (65'077) für sich verbuchen, gefolgt von CVP-Vertreterin Susanne Hartmann (57'464), welche neu ins Gremium gewählt wurde. Nach dem ersten Wahlgang nicht gewählt waren Michael Götte (48'927), Beat Tinner (47'430), Laura Bucher (46'904), Rahel Würmli (40'980) und Zlatan Subasic (12'898). Von diesen traten drei Kandidierende zum zweiten Wahlgang an: Michael Götte, der im ersten Wahlgang von den drei Verbleibenden am meisten Stimmen erhalten hatte und für die SVP an der Forderung nach einem zweiten Sitz festhielt, sowie der FDP-Kandidat Beat Tinner und die Anwärterin der SP, Laura Bucher, welche jeweils die Sitze ihrer Partei verteidigen wollten und im ersten Wahlgang lediglich knapp 500 Stimmen auseinander gelegen hatten. Die Grüne Rahel Würmli zog ihre Kandidatur zugunsten der SP zurück, um die Chancen für Bucher zu erhöhen und damit dem linken Lager nicht nur den zweiten Regierungssitz zu sichern, sondern auch immerhin einer weiteren Frau den Weg in die Regierung zu ebnen. Tatsächlich war der Kanton St. Gallen seit acht Jahren von jeweils sechs Männern und einer Frau regiert worden – eine Bilanz, welche im Vergleich zu den Nachbarkantonen klar negativ ausfalle, so der Appenzeller Volksfreund.

Die Wahlen gingen am 19. April auf Geheiss der Regierung trotz der sich mittlerweile verschärften Covid-19-Pandemie in die zweite Runde. Die Durchführung des zweiten Wahlgangs während der Pandemie war unter den drei Parteien, deren Kandidierende für den zweiten Wahlgang antraten, äusserst umstritten. Während FDP und SVP bei Festhalten am Termin eine tiefe Stimmbeteiligung und damit ein entsprechend zufälliges Resultat befürchteten, plädierte die SP insbesondere in Anbetracht der Probleme in Bezug auf das Virus für die Durchführung, um die Vollständigkeit der Regierung in dieser Krisenzeit zu gewährleisten. Mit 56'028 respektive 54'328 gültigen Stimmen schafften am Wahlsonntag schliesslich Beat Tinner und Laura Bucher den Sprung in die Kantonsexekutive. Michael Götte verpasste den Einzug ins Gremium mit 52'696 Stimmen. Damit wird der St. Galler Regierungsrat in Zukunft weiblicher, während sich an der parteipolitischen Zusammensetzung nichts ändert. Die Wahlbeteiligung hatte auch im zweiten Wahlgang bei 34.4 Prozent (2016: 33.7%; +0.7 Prozentpunkte) gelegen, der befürchtete «Corona-Effekt» (NZZ) war damit ausgeblieben.²³

Kantonale Parlamentswahlen in St. Gallen 2020

Wahlen in kantonale Parlamente

Kurz nach den Nationalratswahlen 2019 erreichte der «St. Galler Wahlmarathon» (St. Galler Tagblatt, SGT) am 8. März 2020 mit den **kantonalen Parlamentswahlen** und den Regierungsratswahlen die nächste Etappe. Der Ansturm auf die auf acht Wahlkreise des Kantons **St. Gallen** verteilten 120 zu vergebenen Parlamentssitze erreichte eine noch nie da gewesene Stärke: 1'016 Personen kandidierten für das politische Amt (2016: 778; +31%) und füllten insgesamt 78 Listen (2016: 72). 348 Kandidierende waren weiblich, was einem Frauenanteil von 34.3 Prozent und einem Plus von knapp 8 Prozent im Vergleich zu 2016 entsprach (2016: 29.1%). Im Rat waren in der vergangenen Legislatur 21 der insgesamt 120 Sitzen von Frauen besetzt (17.5%). Für die anstehende Legislatur wollten nur wenige bisherige Parlamentarierinnen und Parlamentarier ihren Sitz räumen: Von 120 Bisherigen traten 111 wieder an. Unter ihnen auch die «politischen Urgesteine» (SGT) Karl Güntzel (SG, svp), Meinrad Gschwend (SG, gp), Seline Heim (SG, cvp), Ruedi Blumer (SG, sp) und Felix Bischofberger (SG, cvp). Den Bisherigen standen knapp 900 Neukandidierende gegenüber – einigen von ihnen wurden in der Presse gute

WAHLEN
DATUM: 08.03.2020
CATALINA SCHMID

Wahlchancen zugesprochen, befanden sich doch auch viele bekannte Namen aus der lokalen Politik darunter, etwa die Gossauer Stadtpräsidentin Helen Alder Frey (SG, cvp) sowie verschiedene Mitglieder von Stadt- und Gemeindeparlamenten. Für Schlagzeilen sorgte die SVP Rheintal, welche mit Marcel Toeltl (SG, svp), welcher in der Vergangenheit bereits wegen Rassismusvorwürfen vor Gericht gestanden hatte und «nach einem Bundesgerichtsurteil von 2017 straffrei als <Nazisymphathisant> bezeichnet werden» (SGT) darf, in den Wahlkampf ging. Wenige Wochen nach der Nominierung schloss die SVP Rheintal den Kandidaten allerdings aus der Partei aus, da er «gegen die Interessen der Partei verstossen» habe. Zu diesem Zeitpunkt war es allerdings schon zu spät, den Namen von der Liste zu entfernen.

Die in der laufenden Legislatur stärkste Partei im St. Galler Kantonsparlament war die SVP mit 40 Sitzen, gefolgt von der CVP und der FDP mit jeweils 26 Sitzen und der SP mit 21 Sitzen. Die GP hatte bis anhin 5 Sitze und die GLP 2 Sitze inne. Zur Bildung einer Fraktion bedarf es im Kantonsrat St. Gallen sieben Sitze. Vor den Wahlen 2020 gab es im Kantonsrat vier Fraktionen: Sowohl die SVP als auch die FDP bildeten je eine Fraktion, die CVP und GLP organisierten sich wie auch die SP und GP gemeinsam. Die BDP und die EVP hatten bei den Kantonsratswahlen 2016 alle ihre Sitze verloren und waren somit in der laufenden Legislatur nicht im Rat vertreten. Dies wollten sie bei den kommenden Wahlen ändern und spannten für den Wahlgang zusammen. Kleine Parteien hätten es im Kanton St. Gallen schwer, da überparteiliche Listenverbindungen nicht zugelassen seien, so das St. Galler Tagblatt. Zur Zurückeroberung ihrer Sitze setzten sie aus diesem Grund in vier Wahlkreisen auf eine gemeinsame Liste. In zwei Wahlkreisen trat die EVP hingegen alleine an.

Auch die Grünen und die GLP teilten ein Ziel, beide strebten für die neue Amtsperiode Fraktionsstärke an. Die Grünen benötigten dafür zwei zusätzliche Sitze und für die Grünliberalen war eine Zunahme von fünf Sitzen nötig. Beide Parteien hatten bei den Nationalratswahlen von der Grünen Welle profitieren können und sahen deshalb den kantonalen Wahlen sehr zuversichtlich entgegen, wie sie in ihren Communiqués verlauten liessen. Auch die SP wollte den nationalen Linksrutsch in den Kanton bringen. Sie stieg mit einer separaten Frauenliste und verschiedenen kandidierenden Klimaaktivistinnen und -aktivisten mit einem klaren Signal in den Wahlkampf ein: Die sich fürs Klima engagierende junge Generation müsse in der Politik vertreten sein, postulierte ihr Wahlkampfleiter im Gespräch mit dem St. Galler Tagblatt. Als Wahlziel nahm sich die St. Galler FDP vor, die leichte Steigerung des Stimmenanteils bei den Nationalratswahlen auch bei den kantonalen Parlamentswahlen Wirklichkeit werden zu lassen.

Befragt nach den künftigen parteilichen Themenschwerpunkten, zeichneten die Kantonalparteipräsidenten in den Medien ein farbiges Bild: Die Umwelt- und Klimapolitik sowie die Energiepolitik standen bei fast allen Parteien im Vordergrund. Entsprechende Ziele strebten die GP, die SP, die CVP, die GLP und die FDP an. Ausnahme bildete die SVP, welche ihren Fokus auf die Begrenzungsinitiative legen wollte. Darüber hinaus äusserte die SVP – wie auch die FDP – den Willen, das Spitalwesen im Kanton zukunftsfähig abzusichern. Zusätzlich zum Engagement fürs hängige kantonale Energiegesetz nannte der Präsident der St. Galler CVP die Förderung der ausserfamiliären Kinderbetreuung, die Siedlungsverdichtung und das Polizeigesetz als zentrale Pfeiler der künftigen kantonalen Parteipolitik. Neben dem Fokus auf die Klimaerwärmung wollte sich die SP verstärkt für eine grössere Chancengleichheit für alle, namentlich für das Stimmrechtsalter 16 und das Stimm- und Wahlrecht von ausländischen Personen auf Gemeindeebene, einsetzen, so ihr Parteipräsident.

Die SGT betitelte den Wahlkampf für die Kantonsratswahlen mehrere Male als «langweilig» und «lau». Kreative Kampagnen, Aktionen sowie Slogans habe man vermisst. Wichtige und aktuelle Themen wie etwa die Spitalplanung oder die Standortförderung hätten gemäss dem Politologen Patrick Emmenegger zwar bestanden, seien vor dem Wahlsonntag aber kaum dauerhaft in die Debatte aufgenommen worden. Er sah darin Anzeichen für eine zunehmende Entfremdung zwischen der südlichen Region See-Gaster und den nördlichen Wahlkreisen, welche ein Gefühl der Minderwertigkeit und Vernachlässigung in der südlichen Region auslöse. Dieser Umgang sei «bezeichnend für den generellen Zustand des gesamten Kantons», so der Politologe im Gespräch mit der Zeitung. Darüber hinaus würde die Relevanz des Kantons «permanent heruntergespielt», was das Interesse in die kantonale Politik weiter sinken lasse. Die Distanz zwischen Volk und der kantonalen Politik sei im Kanton St. Gallen ausgeprägter als in anderen Regionen der Schweiz, schrieb die SGT im Vorfeld der kantonalen Wahlen. Dies sei darauf zurückzuführen, dass sich die Kantonsbevölkerung viel stärker über ihre Regionen und Gemeinden identifiziere und

der Kanton ein «abstraktes Gebilde, das vor allem auf der Landkarte existiert» bleibe. Anzeichen für ein schwindendes Interesse an der Kantonspolitik lieferte die Wahlbeteiligung der letzten Jahre: Ausser bei den Erneuerungswahlen 2016 war die Beteiligung an den Kantonsratswahlen seit 20 Jahren nicht mehr über 40 Prozent gestiegen. Am Wahlsonntag wurde mit einer Wahlbeteiligung von 32.7 Prozent ein neuer Tiefstand erreicht.

Mit den Kantonsratswahlen 2019 schwappte die Grüne Welle auch auf das Parlament des Kantons St. Gallen über – wenn auch schwächer als auf nationaler Ebene. Die Grünen und die Grünliberalen gewannen von allen Parteien am meisten Wählerstärke (GP: 7.6%; +2.4 Prozentpunkte (PP), GLP: 6.1%; +3.9 PP) und je vier Sitze hinzu. Ebenfalls zu den Gewinnern des Wahlgangs gehörten die CVP mit einem zusätzlichen Sitz (Wählerstärke: 22.2%; +1.8 PP) und die EVP, welche mit zwei Sitzen ihren Weg zurück ins Parlament fand (2.3%; +0.6 PP). Wie auf nationaler Ebene standen die grösseren Parteien auch bei diesen Wahlen auf der Verliererseite: Die SVP büsste mit einem Minus von 2.6 Prozentpunkten am stärksten an Wählerstärke ein (neu: 26.9%) und verlor fünf Sitze im Parlament. Auch die FDP verfehlte ihr Wahlziel und verlor 2 Prozentpunkte an Wähleranteilen (neu: 18.3%), was sich in einen Verlust von vier Mandaten übersetzte. Die Sozialdemokraten verloren zwei Mandate und 0.7 Prozentpunkte an Wähleranteilen (neu: 15.3%).

Die Sitzverteilung hatte sich damit leicht verändert: Mit 35 Mandaten blieb die SVP trotz Verlusten die klar stärkste Partei im Kantonsrat. Neu fand sich die CVP mit 27 Sitzen an zweiter Stelle, gefolgt von der FDP, welche noch mit 22 Sitzen vertreten war. Ihren Platz halten konnte die SP, welche mit 19 Sitzen weiterhin Platz vier besetzte. Während die Grünen mit neu neun Sitzen im Kantonsrat ihre neue Fraktionsstärke feiern konnten, verfehlten die Grünliberalen diese mit neu sechs Sitzen hingegen knapp. Da die darauffolgende Suche nach einem Fraktionspartner erfolglos blieb, startete die GLP fraktionslos in die neue Legislatur. Auch die EVP war wieder mit zwei Sitzen im Parlament vertreten und bildete gemeinsam mit der CVP die zweitstärkste Fraktion des Parlaments.

Die SVP und FDP verloren damit ihre gemeinsame absolute Ratsmehrheit und werden künftig auf andere Parteien angewiesen sein. Es sei gut möglich, dass die CVP/EVP-Fraktion künftig «das Zünglein an der Waage spielen werde[...]», prophezeite das SGT kurz nach den Wahlen. Obschon die SP an Sitzstärke verloren hatte, wurde das rot-grüne Lager auch wegen der neuen grünen Fraktion im Rat insgesamt gestärkt. In Energie und Umweltfragen werde die Linke allerdings künftig auf die beiden neu gestärkten Mitte-Parteien angewiesen sein, vermutete das SGT. Das St. Galler Kantonsparlament bleibe auch nach den Wahlen 2020 klar bürgerlich, eine 180-Grad-Wendung der Politik sei deshalb nicht zu erwarten – so die Presse weiter.

Ab Juni 2020, dem Einzugstag der neuen Ratsmitglieder ins Parlament, werden 32 Plätze im Kantonsrat von Frauen besetzt sein, was einem Anteil von 26.7 Prozent entspricht (+9.2 PP).²⁴

Regierungsratswahlen St. Gallen 2024

Wahlen in kantonale Regierungen

Mit Ablauf der Legislatur **wählte die St. Galler Stimmbevölkerung im März 2024 den Regierungsrat**. Für die Wahl des siebenköpfigen kantonalen Exekutivgremiums warfen insgesamt dreizehn Kandidierende ihren Hut in den Ring – sechs davon Frauen. Aus dem bisherigen Gremium stellten sich die Sozial- und Kulturdirektorin Laura Bucher (SG, sp), Gesundheitsdirektor Bruno Damann (SG, mitte), Bau- und Umweltdirektorin Susanne Hartmann (SG, mitte), Finanzdirektor Marc Mächler (SG, fdp) und Volkswirtschaftsdirektor Beat Tinner (SG, fdp) zur Wiederwahl auf. Mit dem Rücktritt der beiden bisherigen Regierungsräten Fredy Fässler (SG, sp) und Stefan Kölliker (SG, svp), galt es für die SP und die SVP, ihren jeweiligen Sitz zu verteidigen.

Bei der SP setzte sich im parteiinternen Nominierungsverfahren die Kantonsrätin, Fraktionspräsidentin und Anwältin Bettina Surber (SG, sp) gegen weitere Interessierte durch. Als langjährige Politikerin sei Surber äusserst vernetzt und habe sich «parteiübergreifend Respekt erarbeitet», wobei ihr Wort als «medial meistzitierte Frau im bürgerlich-männlich dominierten Kantonsrat» Gewicht habe, so ihr Portrait im St. Galler Tagblatt (SGT).

Nachdem die St. Galler SVP bei den Nationalratswahlen im Oktober 2023 Erfolge verbuchen konnte, fasste sie in der kantonalen Regierung nicht nur die Verteidigung

WAHLEN
DATUM: 03.03.2024
CATALINA SCHMID

ihres Sitzes sondern auch die Eroberung eines zweiten Sitz auf Kosten der SP ins Auge. Die Partei nominierte auf ihrem gemischten Zweierticket die wegen der Corona-Pandemie bekannt gewordene ehemalige Kantonsärztin und politisch weitgehend unbekannte Danuta «Dana» Zemp (SG, svp). Laut NZZ gelte Dana Zemp als eher untypische SVP-Kandidatin, denn ihre «Werte liegen irgendwo in der Schnittmenge von SVP und Mitte» und sie sei der Partei erst im Herbst 2023 beigetreten. Den zweiten Platz auf dem Ticket besetzte der Kantonsrat und Anlagekundenberater Christof Hartmann (SG, svp), der zumeist auf Parteilinie politisiere und sich im Winter 2024 noch vor dem Kreisgericht wegen Amtsmissbrauchs hatte verantworten müssen. Die SVP habe in der St. Galler Regierung allerdings jeweils sowieso einen schweren Stand, berichtete das SGT im Vorfeld der Wahlen, denn die wählerstärkste Partei des Kantons sei bis zur Wahl von Kölliker im Jahr 2008 im Regierungsrat nie vertreten gewesen. Die bisherigen Regierungsparteien wurden von verschiedenen Seiten herausgefordert. Die Grünen, die ihr Wahlpotenzial bereits vor vier Jahren mit dem guten Resultat von Rahel Würmli (SG, gp) unter Beweis gestellt hatten, wagten einen neuen Anlauf, Einzug in die Regierung zu erhalten und nominierten dazu ihren Parteipräsidenten und Kantonsrat Daniel Bosshard (SG, gp). Der Umweltwissenschaftler gelte als sachorientiert und wirke über die Grenzen seiner Partei hinaus, beschrieb ihn die SGT. Ein Angriff kam auch vonseiten der GLP, die seit den Regierungsratswahlen 2008 nicht mehr kandidiert hatte; sie nominierte die Kantonsrätin und Lehrerin Sarah Noger-Engeler (SG, glp). Einen Anlauf startete auch der Edelmetallhändler, sowie Mitbegründer und Präsident der Partei Aufrecht, Patrick Jetzer (SG, aufrecht), der erst kürzlich in den Kanton St. Gallen gezogen war. Im vorherigen Jahr hatte Jetzer bereits erfolglos für den Zürcher Regierungsrat, den Nationalrat und den Ständerat kandidiert. Der Ansicht, dass die «St. Gallerinnen und St. Galler eine Auswahl haben sollen» (SGT) war die parteilose «Gewerblerin» (SGT) und Kandidatin Sarah Bösch (SG, parteilos). Nicht zuletzt stellte sich auch der parteilose Theologe Alfred Tobler (SG, parteilos) für das Amt zur Verfügung, «[d]enn der Druck auf die Bevölkerung hat zugenommen», weshalb es gut sei, wenn «jemand aus der Theologie und Seelsorge Aufgaben für die Allgemeinheit übernehmen würde», zitierte ihn die SGT.

Am **Wahlsonntag**, dem 3. März 2024, fanden 46.8 Prozent der St. Gallerinnen und St. Galler ihren Weg an die Urne. Wie von der Presse prognostiziert worden war, passierten alle Bisherigen das absolute Mehr von 73'182 Stimmen problemlos. Das beste Resultat erzielte dabei die Mitte-Regierungsrätin Susanne Hartmann (90'728 Stimmen), gefolgt von den beiden FDP-Regierungsräten Marc Mächler (87'772) und Beat Tinner (84'102), der SP-Regierungsrätin Laura Bucher (82'435) und schliesslich dem Mitte-Regierungsrat Bruno Damann (81'841), der 2020 noch den ersten Platz besetzt hatte in der Zwischenzeit aber Kritik an seiner kantonalen Spitalpolitik ausgesetzt war. Für Überraschung sorgten hingegen die Anwärtinnen und Anwärter für die beiden vakanten Sitze, denn die beiden SVP-Kandidierenden Dana Zemp (58'653 Stimmen) und Christof Hartmann (58'059) lagen um über 10'000 Stimmen vor der SP-Kandidatin Bettina Surber (48'457), hatten damit aber das absolute Mehr verpasst. Die Rangliste wurde von Daniel Bosshard (45'587), Sarah Bösch (39'522), Sarah Noger-Engeler (38'959), Alfred Tobler (17'580) und Patrick Jetzer (12'917) beschlossen.

Für die zweiten Wahlrunde werde besonders entscheidend sein, wie sich die FDP und die Mitte positionierten, denn die SVP setzte zur Erreichung ihres Ziels auf eine bürgerliche Allianz, wie die Aargauer Zeitung prognostizierte. Eine rot-grün(liberales) Klima-Allianz bildete sich auf der anderen Seite, als Daniel Bosshard und Sarah Noger-Engeler ihre Kandidatur zugunsten der SP im Kampf gegen den zweiten SVP-Sitz sowie zur Verteidigung der ökologischen Werte im Gremium zurückzogen. Im Feld der Kandidierenden verblieben damit Dana Zemp, Christof Hartmann, Bettina Surber, Sarah Bösch und Alfred Tobler.

Der **zweite Wahlgang** fand am 14. April 2024 statt. Mit einer Wahlbeteiligung von 30.52 Prozent nahm Bettina Surber (47'674 Stimmen) nach einer «fulminante[n] Aufholjagd» (SGT) den Spitzenplatz ein, wurde in den St. Galler Regierungsrat gewählt und verteidigte damit den SP-Sitz – dies hatte sie vermutlich auch ihrer Heimatstadt St. Gallen und anderen urbanen Gebieten zu verdanken, die ihr viele Stimmen beschert hätten, mutmasste die SGT. Den zweiten Rang nahm Christof Hartmann (svp, 45'117 Stimmen) ein, der das siebenköpfige Gremium damit komplettierte. Dana Zemp (svp, 41'127 Stimmen), Sarah Bösch (parteilos, 24'009 Stimmen) und Alfred Tobler (parteilos, 9'136 Stimmen) verpassten hingegen die Wahl in den Regierungsrat.

Wie die SGT im Nachgang der Wahl schrieb, habe Surber weit über die Parteigrenzen hinaus bis in die FDP mobilisiert, womit die von der SVP erhoffte «bürgerliche Geschlossenheit» nicht funktioniert habe. An den parteipolitischen Verhältnissen

änderte sich in der kantonalen Regierung somit nichts, hingegen konnte der Frauenanteil mit der Wahl Surbers leicht erhöht werden – gleichzeitig hatte der Regierungsrat mit der Wahl Hofmanns eine erstmalige Frauenmehrheit verfehlt.²⁵

-
- 1) NZZ, 10.1.72, 8.3.72, 9.3.72, 24.4.72; SGT, 20.3.72, 22.3.72, 27.3.72, 29.3.72, 4.4.72, 5.4.72, 24.4.72; Ostschw., 14.2.72, 29.2.72, 20.3.72, 25.3.72, 27.3.72, 29.3.72, 4.4.72, 24.4.72; AZ, 9.3.72, 4.4.72; TA, 27.3.72; Ww, 26.4.72.
 - 2) Ostschw., 2.2. et 3.2.76; Tat, 2.2.76.
 - 3) NZZ, 23.2. et 27.9.76; Ostschw., 22.3.76; LNN, 12.4.76.
 - 4) NZZ, 29.1.80 und 6.2.80; TA, 29.1.80; SGT, 4.2.80, 5.2.80, 25.2.80 und 3.3.80; Vat., 26.2.80; Ldb, 29.2.80.
 - 5) SGT, 30.1.84, 31.1.84, 1.2.84; NZZ, 31.1.84; TA, 31.1.84, 18.2.84.
 - 6) SGT, 12.12.83, 5.1.84, 16.1.84, 18.1.84, 3.2.84, 27.2.84, 28.2.84, 14.3.84; NZZ, 22.2.84.
 - 7) Dörler (1986). SP und Gewerkschaften – das St. Galler Zerwürfnis.; SGT, 12.8.85, 26.8.85, 2.9.85, 10.9.85, 13.9.85, 26.9.85, 11.10.85, 16.10.85, 18.10.85, 22.10.85, 28.10.85, 22.11.85, 2.12.85, 3.12.85, 12.12.85, 20.1.86, 22.1.86; TAM, 11.1.86.
 - 8) SGT, 2.12., 5.12., 11.12., 16.12. und 22.12.87, 23.1., 1.2., 2.2., 5.2. und 14.6.88; AT, 20.1.88; NZZ, 26.1.88; Presse vom 2.2.88.
 - 9) SGT, 6.1., 7.1., 12.1., 2.2., 26.2., 2.3., 7.3., 8.3. und 10.3.88; Presse vom 3.2.88.
 - 10) Christdemokratische Volkspartei des Kantons St. Gallen (1992): Bericht der Kommission (für die Wahl- und Parteianalyse der CVP des Kantons St. Gallen vom 30. Juni 1992.); Presse vom 21.1.92; SGT und TA, 13.1.92; TA, 15.1.92.
 - 11) Presse vom 17.2.92; TA, 3.2.92; SGT, 18.3.92.
 - 12) SGT, 4.11.99–4.2.00; NZZ, 25.1.00; Presse vom 7.2 und 8.2.00
 - 13) SGT, 6.1.–14.4.00; NZZ, 12.1., 2.3., 18.3. und 20.3.00; TA, 25.2.00; Presse vom 13.3. und 14.3.00; Presse vom 17.4.00; Presse vom 14.3.00
 - 14) SGT, 14.1.–11.3.04; Presse vom 15.3.04; SGT, 16.3.04.
 - 15) SGT, 24.–26.11.03, 6.1.–4.3. und 16.3.–12.5.04; Presse vom 15.3. und 17.5.04; SGT, 15.3.04.
 - 16) NZZ, 31.10. und 1.12.07, 5.1., 10.1. und 28.2.08; SGT, 5.1., 7.–8.1., 11.1., 15.1. und 1.2.08; TA, 9.1. und 27.2.08; AZ, 4.2.08; BaZ, 1.3.08.; Presse vom 17.3.08; BaZ und TA, 18.3.08; NZZ, 19.–20.3.08; SGT, 25.–27.3.08; Presse vom 5.5.08
 - 17) SGT, 13.2. und 13.3.08; Presse vom 17.3.08; TA, 18.3.08
 - 18) Presse vom 19.8.–19.11.10.; Presse vom 29.11.10
 - 19) SGT, 10.1., 11.1., 16.1., 27.1., 9.2., 15.2., 24.2. und 3.3.12; TA, 5.3.12; SGT, 13.3.12.
 - 20) SGT, 10.1., 27.1., 1.2., 4.2., 7.2. und 10.2.12; TA, 17.2.12; NZZ, 22.2.12; SGT, 25.2. und 1.3.12; Presse vom 12.3.12; SGT, 15.3., 16.3., 20.3., 24.3., 28.3., 29.3. und 30.3.12; Presse vom 30.4.12; www.sg.ch
 - 21) Résultat deuxième tour; Résultat détaillé deuxième tour par circonscription; Résultat détaillé premier tour par circonscription; Résultat premier tour; SGT, 21.9.15, 9.2.16; NZZ, SGT, 29.2.16; SGT, 25.4.16
 - 22) Comparaison de la répartition des sièges par rapport à 2012; Répartition des sièges par circonscription; SGT, 22.12.15; SGT, 29.2.16
 - 23) Internetseite des Kanton St. Gallen; SGT, 6.1.20; AVF, SGT, 8.1.20; SGT, 5.2., 13.2.20; AVF, 29.2.20; NZZ, 9.3.20; AVF, 10.3.20; SGT, 11.3.20; AVF, SGT, 18.3.20; SGT, 26.3.20; NZZ, 20.4.20; AVF, 21.4.20
 - 24) Graphik Wähleranteile der Staatskanzlei SG, 2020; SGT online, 15.9.20
 - 25) Wahlergebnisse vom 14.4.24; Wahlergebnisse vom 3.3.24; SGT, 24.10.23; SGT, 26.10., 27.10.23; AVF, 28.10.23; AVF, SGT, 16.11.23; AVF, SGT, 23.11.23; SGT, 24.11., 29.11.23; Blick, 30.11.23; SGT, 1.12.23; AVF, SGT, 2.12.23; SGT, 5.12.23; SGT, 6.12.23; SGT, 7.12., 8.12.23; AVF, SGT, 9.12.23; SGT, 11.12., 16.12.23; SGT, 18.12.23; SGT, 21.12.23; AVF, 28.12.23; NZZ, 3.1.24; SGT, 5.1., 8.1., 15.1., 17.1., 19.1., 23.1.24; TA, 24.1.24; SGT, 30.1., 8.2.24; SGT, 10.2.24; AVF, 13.2.24; SGT, 14.2., 15.2.24; AZ, NZZ, SGT, TA, 4.3.24; SGT, 6.3., 8.3., 11.3., 12.3., 13.3., 16.3., 30.3., 2.4.24; SGT, 4.4.24; SGT, 6.4., 10.4.24; SGT, 15.4.24; SGT, 16.4.24; WOZ, 18.4.24